

Une législature se termine, une autre démarre: bilan



Faut-il y changer quelque chose et si oui, quoi? Voilà la question fondamentale en matière de système de santé. Le 17 octobre dernier, l'OMS et l'OCDE ont présenté leur deuxième radiographie du système de santé helvétique. «Le système de santé suisse est très performant et répond à ses objectifs, mais il est également coûteux», nous disent

les experts sur la base d'une comparaison internationale. La pression des primes sur les ménages devient insupportable: le diagnostic est ainsi posé. Nous avons un problème de gouvernance, de transparence, d'efficacité, de ressources humaines et de prévention. Pas vraiment des nouveautés, mais un rappel important et surtout des pistes à suivre: davantage de transparence (cybersanté, DRG), de formation (médecins et personnel soignant), de prévention (nouvelle loi fédérale), de qualité et d'efficacité (système de financement hospitalier, soins intégrés). Autant de solutions qui, hélas, ne font pas l'unanimité.

Le deuxième rapport de l'OMS et de l'OCDE propose des pistes à suivre pour le système de santé helvétique.

Le nouveau financement hospitalier entrera en vigueur dans quelques semaines. L'intégration des soins (Managed care) vient d'être décidée le 30 septembre dernier. Le Conseil national l'a approuvée par une large majorité: 133 voix contre 46 et 17 abstentions. Parmi les opposants, deux tiers du groupe socialiste (28 sur 41), un tiers des verts (7 sur 22) et 9 membres de l'UDC. Le Conseil des Etats a approuvé l'innovation par 28 voix contre 6. Au peuple de trancher en 2012!

Entretemps, les experts nous recommandent d'améliorer la qualité, l'efficacité, l'efficience et la coordination des soins, notamment par la mise en place d'un véritable HTA (Health Technology Assessment): «L'analyse coût-efficacité des prestations couvertes par la LAMal devrait être renforcée, grâce à une utilisation plus formalisée et systématique de l'évaluation des technologies en santé. Les mécanismes de participation à la dépense devraient être conçus de manière

à encourager l'utilisation de biens et services médicaux coût-efficaces et à encourager la prévention. Il conviendrait de promouvoir les modèles de soins intégrés et le managed care en suivant et en rendant publics leurs résultats sur le plan de la qualité et les réussites en termes de gestion des maladies.» Bien des réformes!

La durabilité de notre système de santé nous préoccupe: si une diminution des coûts de la santé n'entre pas en ligne de compte, un meilleur équilibre doit être trouvé entre l'accès universel à des soins de qualité et la capacité de nos

La nouvelle répartition des tâches entre cantons et Confédération ainsi que l'introduction du financement moniste seront au centre de la nouvelle législature.

concitoyens à les payer. Cela passe aussi par une meilleure surveillance des caisses-maladie, pour mettre fin au drame des réserves, des investissements et de la fixation des primes: une loi ad hoc sera bientôt discutée au Parlement. Et la chasse aux bons risques doit être éliminée, comme prévu dans la réforme du «Managed care». Il faudra pour finir augmenter la force de frappe de la prévention, actuellement fragmentée et peu efficace, grâce à la nouvelle loi fédérale.

Sur 100 francs payés aux caisses, 5 francs couvrent leurs frais administratifs et 95 les soins médicaux. Le Parlement doit agir sur ces deux bords pour maîtriser la croissance des coûts. Au cours de cette législature 2007–2011, l'accent a été mis sur les soins médicaux avec trois réformes: la réforme du financement hospitalier (décembre 2007), celle du financement des soins de longue durée (juin 2008) et celle des soins intégrés (septembre 2011). Le Conseil fédéral a pour sa part baissé les prix des médicaments et, on le sait bien, des analyses de laboratoire. La prochaine législature s'ouvrira avec la réforme sur les caisses-maladie et un large débat sur la gouvernance de notre système de santé, grâce à une nouvelle répartition des tâches entre cantons et Confédération et à l'introduction du financement moniste pour empêcher toute distorsion de la concurrence.

Le Parlement vient d'être renouvelé: ce sera aux 246 députés de trouver les bons équilibres. Et au peuple souverain de trancher!

*Dr Ignazio Cassis,
vice-président de la FMH et conseiller national*